

sourde, le blanc défendra sa peau blanche. à tout hasard, et s'il lui faut mourir, il mourra en combattant. Que le Congrès, source du mal dont nous souffrons, modifie une législation qui n'est qu'une gangrène pour le pays ainsi que les faits le prouvent chaque jour, qu'il daigne faire usage des facultés accordées aux plus humbles mortels, et ait le courage de faire son œuvre dans un sens large, et généreux, et national, la paix reviendra et l'ordre aussi ; autrement nous aurons l'ordre de Varsovie, et la paix des tombeaux."

Entraîné par le feu de cet écrit et par l'horreur d'une aussi triste situation, nous avons peut-être consacré à ce sujet plus d'espace que ne le permettent les bornes de cette petite revue ; mais qui ne se sentirait pas touché de voir un peuple qui a lutté pour son autonomie, pour ses institutions, dont une odieuse à la vérité, mais sanctionnée par les lois et la constitution, n'aurait pas dû être abolie sans compensation ; de voir ce peuple écrasé sous un régime pire que le despotisme militaire ; car il n'en a point la franchise ?

Nous venons de voir en Espagne un trône renversé, une grande révolution accomplie, bien des actes d'une réaction injuste et impie, mais point d'horreurs semblables à celle que l'on vient de décrire. C'est que jusqu'ici les fauteurs de la révolution espagnole n'ont pas eu à faire appel à des haines de race, à armer les noirs contre les blancs.

Cette révolution a de plus, il est vrai, comme garantie d'ordre dans une certaine mesure ce caractère militaire et prétorien de toutes les révolutions ibériques. Comme on le sait les trois quarts des armées royales avaient fait défection, et le marquis de Novaliches, investi du commandement des troupes envoyées dans l'Andalousie pour combattre l'insurrection, fut battu par elle. Ici l'histoire de cette révolution d'Espagne ne manquera pas, comme dit M. de Calonne, de mettre en contraste les courageuses et loyales figures de ce vieux marquis de Novaliches et du jeune comte de Girgenti, avec celles de ces généraux tournant leurs armes contre une femme, contre une souveraine à qui ils devaient pour la plupart leur fortune, dont quelques-uns ont été ses favoris ; et la précipitant du trône qu'ils avaient contribué à compromettre. Il est bien entendu que nous ne voulons pas parler ici du général Prim, puisqu'il a été un homme d'opposition dans tous les temps. Révolté souvent, proscrit presque toujours, il était un chef de parti. Nous disons donc que malgré les efforts des armées royales et le courage de leurs généreux chefs, la révolution avait triomphé. Alors il s'est agi de constituer un gouvernement provisoire.

On avait eu d'abord l'idée de former une sorte de triumvirat composé du général Serrano, du général Prim et de M. de Salustiano Olozaga, immédiatement appelé de Paris où il était exilé. Ce dernier refusa d'abord, puis ensuite il accepta, mais il était déjà trop tard, car pendant ce temps, on finissait à Madrid, par s'en tenir à un ministère composé de membres de l'union libérale et de progressistes avec le général Serrano pour président et le général Prim comme ministre de la guerre. Voici la composition de ce gouvernement provisoire.

Présidence, le Maréchal Serrano ; Guerre, le général Prim ; Marine, l'amiral Tossete ; Finances, M. Figuerola ; Affaires-Etrangères, M. Lorenzana ; Justice, M. Ulloa ; Intérieur, M. Sagusta ; Outre-Mer, M. Ayala ; Travaux Publics, M. Ruizoulla. Sous ce gouvernement provisoire les relations de l'Espagne avec les pays étrangers se renouent.

Les Etats-Unis ont été les premiers à reconnaître le nouveau gouvernement, l'Angleterre et la Prusse ont suivi leur exemple ; l'Italie n'a pas tardé à les imiter, et la France, si elle ne l'a pas reconnu officiellement, a au moins commencé des relations avec chacun de ses membres pour mettre sur le trône un monarque de son choix. Des décrets en grand nombre ont été promulgués accordant toutes les libertés à l'usage non seulement d'un gouvernement constitutionnel, mais aussi d'une république, parmi lesquelles on admire surtout la *liberté des cultes* qui exclut les jésuites, et ferme de force les couvents. Tout cela est plus ou moins provisoire, comme le gouvernement et la question essentielle, la question du régime définitif de l'Espagne, reste entière. Cette question est la question du jour. L'Espagne restera-t-elle monarchique comme Prim le désire, ou essayera-t-elle d'une république comme lui conseille plus d'un publiciste ? La réponse sera donnée par l'assemblée constituante "*les Cortès*" chargée de décider souverainement des destinées de l'Espagne, et dont les membres seront élus par le suffrage universel. Mais c'est ici que commencent les difficultés pour cette révolution, œuvre de trois partis alliés dans la lutte, l'union libérale, les progressistes et le parti démocratique.

La décision des *Cortès* amènera peut-être un choc entre les partis et il est beaucoup à craindre que l'ordre qui règne maintenant à Madrid et dans les autres villes ne soit qu'un ordre provisoire. Si la monarchie ne renait pas en Espagne, ce ne sera pas manque de représentants et de candidats au trône, car plusieurs noms pleins de prestige, des noms qui ont même servi de cri de guerre à des partis, ont été mis en avant. Ainsi, la révolution a réveillé les espérances carlistes, et le représentant actuel de cette cause, soutenu, dit-on, par un parti en France, s'est mis en campagne. Hier encore, on affirmait que le prince des Asturies avait peu de chance, et voilà qu'aujourd'hui, le télégraphe nous annonce que le général Prim lui a fait offrir la couronne en se réservant la régence. Malgré toute la réserve avec laquelle on doit donner foi à de pareilles nouvelles, il faut cependant avouer que l'avènement de ce prince ne surprendrait personne. Puis le duc de Montpensier ; pour lui, il semble que plus le moment décisif approche, plus ses espérances doivent diminuer quoiqu'il ait plus d'un membre du gouvernement provisoire en sa faveur. On a parlé enfin du

prince Amédée d'Italie, et même du prince Alfred d'Angleterre avec la cession de Gibraltar comme dot du nouveau roi ; il faut avouer que ce serait là une dot vraiment royale ; aussi, pour croire que cette dernière candidature est peu probable, il n'est pas nécessaire que le "*Times*" nous l'affirme comme il l'a fait dernièrement. La monarchie serait encore replacée sur le trône par l'avènement de Don Fernando de Portugal, quoiqu'on affirme qu'il ait positivement refusé pour lui et ses enfants, ou par la réunion des deux couronnes sur la tête du Roi de Portugal. D'un autre côté, les partisans d'une république Espagnole ou d'une union ibérique sont assez nombreux, et parmi eux figurent des noms qui ont un certain prestige.

Il n'y a pas jusqu'à Garibaldi dans son ancre de Caprera et Victor Hugo sur son rocher de Guernesey qui ne se mêlent de donner des conseils à cette pauvre Espagne et ne lui recommandent avec une bonté toute paternelle de proclamer la république. Ces deux grands hommes, chaque fois qu'éclate une révolution, éprouvent le besoin d'adresser des proclamations aux peuples, et les bizarres documents signés de l'un ou de l'autre de ces noms, ne sont pas les moins curieux que l'historien de notre époque devra consulter. Un recueil de ces deux épitres *aux gentils* feront peut-être les délices de quelque futur collectionneur. Garibaldi, plus pratique et plus tranchant par ses instincts que le poète des *châtiments*, conseille cependant comme transition, une *dictature* de deux ans, ce qui prouve que le héros républicain n'aurait point lui-même d'objection, le cas échéant, à se charger seul pendant quelques années des destinées de l'Italie. On sent du reste que la république a peu de chances après la *dictature* et que c'est tout bonnement la monarchie ou l'empire qui y succède. Ces conseils et les articles tout à fait républicains qui paraissent dans un grand nombre de journaux italiens, alarmant à bon droit, le roi Victor Emmanuel, qui s'aperçoit mais un peu tard, qu'il pourrait bien n'avoir travaillé qu'au profit de l'anarchie et de la révolution. Il a fait saisir plus de trente journaux dans le cours du mois d'Octobre, ce qui n'est pas aller trop lentement en besogne pour un ami de toutes les libertés.

Ne serait-il pas curieux de penser qu'une des personnes les plus intéressées à la défense de Rome serait ce même roi d'Italie qui craindrait que Garibaldi, une fois maître de Rome, ne demandât une république romaine de toute l'Italie ? L'homme qui demande pour les Espagnols une république du Portugal et de l'Espagne ne pourrait-il pas avoir la même idée pour sa patrie ? En attendant, les défenseurs de Rome n'ont à combattre que des brigands moins célèbres que Garibaldi, et nos deux cent cinquante zouaves pontificaux canadiens n'ont eu jusqu'ici à lutter pour la plupart que contre la maladie. "*La malaria*" aurait paraît-il sévi avec violence parmi ceux qui sont restés dans la ville ; quant aux autres, disséminés parmi les autres troupes, ils auraient été envoyés à la chasse des brigands dans les montagnes. Les brigands ont été traqués et vaincus sur tous les points ; le plus grand nombre en tombant demandaient un prêtre et se convertissaient avant de mourir.

En France, les esprits semblent tournés à la paix, et l'Empereur pour prouver qu'il n'y a aucune raison de faire la guerre ou de la craindre, a fait dresser trois cartes qui tendent à établir que l'Allemagne étant divisée aujourd'hui en six parties, savoir : Confédération du Nord, la Prusse, Confédération du Sud, la Bavière, le Wurtemberg et Bade, la France a pour voisine immédiate et pour rivale une masse moins compacte que celle représentée par l'ancienne Confédération Germanique qui comprenait tous les mêmes Etats avec des liens plus étroits et l'Autriche qui depuis s'est séparée et restera pour le moins neutre. Ces fameuses cartes auraient aussi pour effet de prouver que les bornes de la France ont été conservées dans l'état où les avait mises le traité de Prague. Mais on demande si après tout cela, nous verrons un désarmement général puisqu'il n'y a rien à craindre. D'après les dernières nouvelles, il faudrait répondre négativement, car on nous apprend que l'organisation de la garde mobile est poussée avec plus de vigueur que jamais.

Nous avions réuni, pour cette revue, la trop longue liste nécrologique de notre dernière causerie ; mais, depuis, combien de noms illustres sont venus grossir cette liste ! Un homme vient de mourir en France, un homme dont le nom seul est une puissance : le baron James de Rothschild, cinquième et dernier survivant des fils de Meyer Anselme Rothschild, fondateur de la puissante maison de banque de ce nom, est décédé à Paris le 15 de ce mois. M. James de Rothschild était né à Frankfort sur le Mein le 15 mai 1792, et habitait Paris depuis 1812 avec le titre de Consul Général de l'Empire d'Autriche en France. L'immense fortune de M. de Rothschild l'a fait appeler le roi des Juifs et le juif des rois ; mais plus d'un roi a été obligé de compter avec cette puissante famille pour autre chose que l'argent, puisqu'en 1830, après la révolution de juillet, on entendit dire à Anselme Rothschild de Frankfort : "*La maison d'Autriche désire la guerre, mais la maison Rothschild veut la paix.*" De même, en 1840, lors des troubles de la Porte avec Mehemet Ali, la paix de l'Europe fut maintenue principalement par leur influence. La maison Rothschild possède cinq principaux établissements à la tête de chacun desquels se trouvaient un des fils de Meyer Anselme Rothschild, Anselme à Frankfort Nathan à Londres, Charles à Naples, Salomon à Vienne et James à Paris. Ils ont de plus établi des agences dans les principales villes tant de l'ancien que du nouveau-monde. La maison Rothschild est la plus grande compagnie commerciale et monétaire qui ait jamais existé, le nombre et la grandeur de ses transactions lui permet de fixer la hausse et la baisse des principaux marchés des deux mondes de sorte que leur gain est immense en comparaison de leurs risques. Aussi n'ont-ils subi qu'un échec